

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

juillet 2012

globule
rouge
INFO

AUX ACTES CITOYEN-NE-S !

La volonté d'être utile pour que la gauche réussisse dans l'intérêt du peuple, l'engagement à porter le plus loin possible les propositions du programme *L'humain d'abord*, la conviction que la démocratie et l'intervention populaire sont indispensables pour un vrai changement, la détermination de poursuivre le Front de gauche sont quelques caractéristiques de la conférence nationale du PCF tenue le 20 juin dernier à l'issue de la phase électorale.

Après la réunion du Conseil national, puis la consultation des adhérentes et adhérents, cette conférence a

acté un premier bilan de la période électorale ainsi que les caractéristiques de la nouvelle donne politique.

Les fêtes départementales du PCF, qui se tiennent depuis, confortent cet état d'esprit de combativité, de lucidité et de disponibilité pour que les choses avancent dans l'intérêt populaire.

Le Parti socialiste a d'énormes pouvoirs dans les institutions de la République. **Il faut des actes pour que le changement soit maintenant !**

Nous disons et diront notre point de vue sur les décisions prises, sur les projets annoncés.

Chaque fois que cela ira dans le sens des réponses aux besoins de la population, nous les soutiendrons sans ambiguïté.

Chaque fois que ce ne sera pas le cas, que les solutions ne conviendront pas, que le gouvernement reculera devant le pouvoir de l'argent, nous exprimons avec la même détermination notre positionnement et nos critiques.



photo Jean-Louis Olivier

Les rendez-vous de fin août, la Fête de l'Humanité seront autant d'occasion de le faire publiquement ! Participez à ces moments de mobilisations et d'expression populaires et démocratiques.

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission
Santé/protection sociale

les
25
et 26
août

auront lieu
les Estivales
citoyennes du
Front de gauche
à Grenoble

les 31/08, 1 et 2/09
l'Université d'été du PCF
aux Karellis

inscrivez-vous pour participer
nombreuses et nombreux

UNE RÉUNION STUDIEUSE ET PORTEUSE DE PROJETS

La commission *Santé/protection sociale* du PCF s'est réunie le samedi 30 juin. Elle avait essentiellement le point de nos responsabilités dans la situation politique nouvelle.

Nous avons eu de nombreux échanges sur les appréciations de la période électorale avec la situation de la perte d'élu-e-s sortant-e-s qui n'avaient pas démerité et ont très souvent fait de belles progressions au premier tour de l'élection législative.

Un accord s'est largement réalisé sur la nécessité de continuer à porter haut et fort les exigences et les propositions du programme populaire partagé, *L'humain d'abord*.

Nous sommes aussi convenus de relancer dès septembre l'information ainsi que l'appel pour la Sécurité sociale. Plus que jamais, notre proposition du remboursement à 100% par la Sécurité sociale est utile et juste. Nous voulons aussi intervenir dans le débat sur le financement de la Sécurité sociale par les cotisations, comme Pierre Laurent l'a rappelé lors du meeting du 20 juin dernier.

Nous avons aussi décidé de poursuivre et de relancer la démarche du Front de gauche *Santé*. Nous aurons un débat sur les attentes du changement concret d'associations et organisations du monde sanitaire et de la protection sociale lors des *Estivales citoyennes* du Front

de gauche qui se dérouleront les 25 et les 26 août à Saint Martin d'Hyères, à côté de Grenoble.

Le programme des ateliers de l'Université d'été du PCF a été arrêté. Comme l'année dernière, elle se déroulera aux Karellis en Savoie. Nous animerons des ateliers sur :

- une thématique sur *Centre de santé/maison de santé* en lien avec l'ANECR et si possible avec le groupe au Sénat
- un sur *Santé et jeunesse* avec la JC et l'UEC
- un point sur le *Quotient familial*
- un regard croisé historique et actuel sur *Santé au travail, de la protection à la prévention...*
- un sur *Retraite et le rendez-vous 2013*.

Concernant le programme des débats organisés sur la Fête de l'Humanité, nous avons arrêté la liste suivante :

- *Sécurité sociale, son financement, son avenir*
- *Crise économique et crise sanitaire*
- *Perte autonomie*
- *Psychiatrie et sectorisation*
- *Centre de santé : réalités, avenir et financement*, en prenant la dimension mutualiste, mais aussi le régime minier.

Enfin, la commission a retenu le principe d'une expression sous forme de modèle de tract pour début septembre...

COMMUNIQUÉ DU GROUPE CRC AU SÉNAT don d'organes: respecter la volonté de celles et ceux qui optent pour le don de vie

À l'occasion de cette journée du *Don d'organes*, les sénatrices et sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen rappellent la proposition qui est la leur – et qu'ils avaient défendue à l'occasion de l'examen par le Sénat de la révision de la bioéthique – d'instaurer dans la loi un registre positif des donneurs d'organes venant compléter le dispositif actuellement en vigueur dit de «consentement présumé».

Au regard du faible nombre de donneurs, il est évident que le cadre actuel, qui date de 1976, n'est plus opérant.

Il n'est par ailleurs conforme à l'idée que les sénatrices et sénateurs du groupe CRC se font du libre arbitre. Rien ne justifie que la volonté des personnes survivantes puisse l'emporter sur celle librement exprimée de son vivant, par la personne décédée. S'il est évident que la loi doit prévoir un espace de concertation avec les familles et les proches dans le cas des personnes décédées n'ayant exprimé aucune opinion de leur vivant quant au don d'organes, elle doit garantir le strict respect du principe d'autonomie de la décision.

Si la loi garantit le respect des volontés exprimées par ceux qui refusent de donner leurs organes, elle doit aussi garantir, par parallélisme et par respect pour ce geste altruiste, que la volonté de ceux qui acceptent d'être donneurs sera pleinement respectée.

Paris, le 22 juin 2012

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

désarroi provoqué par la brutalité des annonces du gouvernement

Dans les lettres de cadrage adressées à son gouvernement, le Premier ministre annonce l'austérité budgétaire pour 3 ans. Après l'annonce d'une hausse minimaliste du SMIC, c'est une deuxième mauvaise nouvelle. Comment le gouvernement compte-t-il relancer la croissance s'il éteint tous les moteurs possibles de cette relance ? Sans hausse des salaires, sans investissements publics, sans mobilisation du crédit bancaire, sans relance de l'emploi industriel, où sont les perspectives ?

D'autres choix sont possibles : renégocier comme promis, contrairement à ce qui est en train de se passer à Bruxelles, le pacte budgétaire européen, remettre la main sur les leviers du secteur bancaire avec la création d'un pôle public bancaire et financier pour mobiliser l'argent nécessaire, et engager une réforme fiscale très profonde.

Je comprends le désarroi provoqué par la brutalité des annonces du gouvernement. Je dis à toutes celles et ceux qui ont voulu le changement : ne renoncez pas. Votre intervention dans les choix politiques est nécessaire, elle est urgente.

Avec les propositions du Front de gauche, nous pouvons nous rassembler et agir pour proposer d'autres choix immédiats.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Paris, le 29 juin 2012

MIDI-PYRÉNÉES

ON NE LÂCHE RIEN !

L'élection de François Hollande à la présidence de la République le 6 mai dernier, celle d'une large majorité de gauche le dimanche 17 juin sont autant de points d'appui pour répondre aux attentes de nos concitoyens.

Parmi elles, celle de pouvoir recouvrer un plein droit à la santé, qui continue à nourrir de nombreuses luttes dans notre région où les hôpitaux de proximité subissent une attaque sans précédent, conduisant à la suppression massive de personnels, de lits et de services, à la libéralisation des secteurs médicaux les plus rémunérateurs.

Le Conseil régional, réuni en assemblée plénière le 28 juin 2012, marque son opposition aux choix actuels de l'Agence régionale de la Santé (ARS) qui conduisent à la déstructuration de l'offre de santé sur nos territoires en même temps qu'elles ont fait disparaître toute représentation démocratique des instances hospitalières.

Le Conseil régional Midi-Pyrénées réaffirme sa volonté de faire de l'hôpital public l'axe essentiel du système de santé.

Prenant en compte le changement de gouvernement, il exige un moratoire immédiat sur les décisions de l'ARS (Agence régionale de Santé) concernant la Région Midi-Pyrénées.

Il s'engage à la mise en place d'une commission constituée d'élus régionaux et locaux, de représentants des personnels de santé et des collectifs de défense des hôpitaux, qui aurait pour rôle de travailler à un diagnostic des besoins médicaux et de santé au plus près des usagers partout sur le territoire.

Sur cette base pourrait s'ouvrir une nouvelle concertation visant à instaurer une offre de santé pertinente.

vœu présenté

par le groupe Front de gauche : PCF-PG-GU

parole d'élus

une force constructive et exigeante



par **André Chassaigne**
président du groupe GDR
à l'Assemblée nationale
député du Puy de Dôme

Les député-e-s Front de gauche n'ont qu'un seul objectif : faire réussir la gauche. Ils se posent en constructeurs du changement tant attendu.

Ils formulent, pour cela, des propositions de nature à sortir le pays de la crise. Elles passent notamment par une hausse du pouvoir d'achat, une relance de l'emploi et une renégociation des traités européens qui enserrant les États dans les griffes des marchés.

Aussi, est-il indispensable de s'engager pour de nouvelles lois se substituant aux textes en vigueur : il faut répondre concrètement aux attentes de toutes celles et de tous ceux qui ont voté pour le changement.

J'ai pu mesurer à quel point cette attente était forte durant les 135 réunions électorales que j'ai organisées dans les villages de ma circonscription, comme je l'ai fait tant de fois au cours du mandat.

Je pense en particulier à la protection sociale solidaire. Nos propositions permettraient de faire reculer les inégalités d'accès aux soins, avec la promotion du service public de santé et des réponses de qualité et de proximité.

Dans l'urgence, il faut dans ce domaine un moratoire de toutes les restructurations et engager un travail démocratique de terrain pour élaborer des lois progressistes.

Notre responsabilité est immense : faire entendre ces propositions, pour permettre à la France de sortir de la situation dans laquelle elle se trouve actuellement.

C'est cette volonté qui nous anime, député-e-s Front de gauche. Mais, faut-il le rappeler : nous ne sommes qu'un simple élément du mouvement populaire qui doit prendre toute sa force.

LA FIÈVRE MONTE

MOBILISATION

Les dernières semaines ont vu une nette augmentation de la mobilisation autour des établissements de santé du 93.

Après la belle et emblématique lutte de la maternité des Lilas, ce sont les établissements de Saint-Denis et de Montreuil qui sont en action.

Extrait du communiqué de la mairie

« Le centre hospitalier de Saint-Denis (CHSD) vit une année budgétaire très difficile avec une diminution importante de ses ressources de 2,8 millions d'euros en 2012. Le maintien de cette situation aurait notamment pour incidence la suppression de 40 postes et en fait de loin l'hôpital d'Île-de-France le plus pénalisé aujourd'hui.

Suite au mouvement de l'intersyndicale de l'hôpital, le 15 juin dernier, et à l'intervention de Didier Paillard,

dans le 93

maire et président du conseil de surveillance du CHSD, auprès de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, l'ARS vient d'annoncer le dégel de 950 000 € pour l'hôpital public. "C'est une première avancée, mais le compte n'y est pas", affirme Didier Paillard.

Celui-ci participera au **rassemblement de l'intersyndicale du centre hospitalier (CGT, FO, Sud, CFTD) devant les locaux de l'ARS le jeudi 28 juin à 10 heures.** »

Ce rassemblement a été un succès et la vigilance se poursuit durant l'été.

Concernant le centre de Montreuil, un comité de défense s'est mis en place après l'annonce que le DG de l'ARS avait la volonté de modifier les services de cet établissement, d'opérer des regroupements d'activité, d'en détruire la logique de fonctionnement. Une première réunion publique a montré la détermination à ne pas se laisser faire...

À suivre !

les cocos
dans les
collectifs
locaux

BOUCHES DU RHÔNE un nouveau tournant dans la lutte pour la sauvegarde des centres de santé de la Mutualité

Il a fallu attendre plus de 500 jours de lutte exemplaire des salarié-e-s, des élu-e-s et des usagers des œuvres sociales du *Grand conseil de la Mutualité* (GCM), pour qu'enfin s'ouvre le dialogue sur l'avenir de ces structures qui couvrent les besoins d'une population de plus de 200 000 personnes des quartiers populaires des Bouches du Rhône.

C'est en effet le 7 juin dernier qu'enfin, sur l'injonction du ministère de la Santé, l'ARS 13 a daigné réunir la table ronde demandée par l'intersyndicale, CGT, SNCDCS et USMCS. Un dialogue indispensable pour obliger le GCM et l'État à prendre en considération le projet alternatif.

Cela était d'autant plus urgent que, sans attendre le résultat de ces discussions, les dirigeants de la Mutualité ont décidé de mettre en route leur propre plan de liquidation.

Mais une table ronde ne fait pas le printemps, et si le gouvernement ne s'implique pas vraiment financièrement et politiquement, dans les semaines à venir, dans le sauvetage de ces équipements et donc de leurs emplois, le 9 août prochain, la liquidation de l'entreprise risque d'être prononcée au TGI.

Une situation qui interpelle bien au-delà de ce département, car elle est emblématique de toute la politique de la Mutualité, décidée à liquider tout ce secteur social, condamné à être économiquement rentable ou à disparaître au nom « du « marché » et des directives européennes ».

Celles-ci, ne l'oublions pas, régissent depuis 1992, tout le secteur assurantiel, la Mutualité comprise, devenue depuis le changement du Code de la mutualité décidé par Jospin et Rocard en 2001, une complémentaire santé comme les autres.

Les communistes ont exprimé leur opposition totale à une telle orientation, et nous sommes décidés à tout faire, avec les élu-e-s locaux et nos parlementaires, pour nous opposer à une telle démarche de casse du secteur public de santé et à contribuer à la sauvegarde des centres de santé.

Pour les centres de santé mutualistes, comme pour tous les services publics de santé, **le changement, cela doit être réellement maintenant !**

Ces questions seront fortement présentes à l'Université d'été du PCF comme à la Fête de l'Humanité.

Fabien Cohen